

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

DIXIEME SESSION
Documents officiels



SIXIEME COMMISSION, 458^e
SEANCE

Lundi 14 novembre 1955,
à 10 h. 50

New-York

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Point 51 de l'ordre du jour :	
Question de la rectification des votes à l'Assemblée générale et dans ses commissions : rapport du Secrétaire général (<i>fin</i>)	73
Point 53 de l'ordre du jour :	
Question du maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye : rapport du Secrétaire général.	73

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la rectification des votes à l'Assemblée générale et dans ses commissions : rapport du Secrétaire général (A/2977, A/C.6/L.367) [*fin*]

EXAMEN DES PROJETS DE RÉSOLUTION ET DES PROPOSITIONS DONT LA COMMISSION EST SAISIE (*fin*)

1. M. HOLMBACK (Suède), expliquant son vote, déclare que sa délégation n'a pu se prononcer en faveur du projet de résolution commun (A/C.6/L.367) sous sa forme modifiée parce que le texte ne renferme aucune décision définitive au sujet de l'installation de machines de vote électriques au siège de l'Organisation; la question n'est donc toujours pas résolue.

2. M. GABRE-EGZY (Ethiopie) a voté en faveur du projet de résolution commun sous sa forme modifiée, car ce texte semble traduire l'opinion quasi unanime des membres de la Commission, qui pensent que le règlement intérieur ne doit pas être modifié pour le moment. Ainsi qu'il ressort du paragraphe 3 du dispositif, la Commission, en prenant sa décision, ne s'est pas interdit de revenir un jour sur cette question. Le vote favorable du représentant de l'Ethiopie ne signifie donc pas que la délégation éthiopienne ne voit aucune imperfection dans le règlement intérieur, mais simplement qu'elle estime préférable d'étudier davantage la question avant de vouloir corriger certains des défauts de ce règlement, comme le préoyaient les projets de résolution de l'Australie, du Venezuela et du Guatemala.

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Question du maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye : rapport du Secrétaire général (A/2983, A/C.6/L.348, A/C.6/L.352, A/C.6/L.354, A/C.6/L.362)

DISCUSSION GÉNÉRALE

Sur l'invitation du Président, M. Alberico Casardi, observateur permanent de l'Italie, et M. Mohieddine Fekini, observateur du Royaume-Uni de Libye, prennent place à la table de la Commission.

3. M. CASARDI (Italie) remercie la Commission de l'avoir autorisé, ainsi qu'il l'avait demandé, à prendre part aux débats.

4. Les arguments invoqués par l'ambassadeur de Libye aux États-Unis d'Amérique, dans les lettres qu'il a adressées au Secrétaire général (A/C.6/L.354 et A/C.6/L.362) peuvent, semble-t-il, être ramenés à deux : en premier lieu, les questions visées par la résolution 388 A (V) de l'Assemblée générale seraient ou bien réglées ou bien en bonne voie de règlement, de sorte que le maintien du Tribunal serait inutile; en second lieu, le maintien du Tribunal en fonctions ne ferait qu'empêcher la conclusion d'un accord définitif.

5. La résolution 388 A (V), qui prévoyait le transfert immédiat à la Libye de certains biens, mentionnait un certain nombre de questions sur lesquelles les deux États devaient rechercher un accord. M. Casardi rappelle qu'il a indiqué dans sa lettre du 14 octobre 1955 au Secrétaire général (A/C.6/L.352) qu'il subsistait plusieurs questions qui n'avaient pas encore été réglées par un accord formel. En outre, jusqu'à maintenant, on n'est parvenu à aucune solution en ce qui concerne la dévolution des avoirs investis dans des instituts d'assurance sociale ou les biens privés qui doivent être transférés à l'Italie. La lettre de l'Ambassadeur de Libye en date du 25 octobre 1955 (A/C.6/L.354) mentionne également la question des biens confisqués pendant l'administration italienne. M. Casardi tient à souligner à cet égard que le Gouvernement italien pense, comme le Gouvernement libyen, que la question des dommages de guerre, qui est une question complètement distincte, n'est pas de la compétence du Tribunal des Nations Unies; en effet, ni la résolution 388 (V) de l'Assemblée générale, ni aucun autre instrument international, ne font la moindre allusion à une question de cet ordre.

6 Dans sa lettre, le Gouvernement libyen déclare que l'absence d'accord formel ne constitue pas un argument valable. Il indique également dans cette lettre que la déclaration du Gouvernement italien selon laquelle il pourrait subsister des divergences d'interprétation (A/2983, annexe I) est inconciliable avec le désir souvent exprimé de ce gouvernement de mener rapidement à bonne fin les pourparlers en cours. Il faut reconnaître cependant qu'exprimer le désir de parvenir à un accord ne revient pas à dire que les deux gouvernements sont déjà d'accord. Il serait aussi illogique de penser que son désir de parvenir à un accord puisse conduire le Gouvernement italien à faire coïncider à tout prix son point de vue avec celui de l'autre partie. Lorsque les deux parties désirent vivement, comme c'est le cas, aboutir à un accord qui leur donne à toutes deux satisfaction, on peut se demander pourquoi l'une d'elles s'opposerait à l'existence d'un organe indépendant, tel que le Tribunal, qui peut aider à résoudre les difficultés éventuelles.

7. Le Gouvernement libyen a déclaré que les négociations entre les deux parties ont abouti à un accord presque complet (A/C.6/L.354). Il ressort cependant des derniers renseignements reçus par M. Casardi que ces pourparlers sont parvenus à un stade délicat et qu'ils devront être poursuivis au sein d'un sous-comité d'experts. Malgré la bonne volonté dont font preuve les deux parties, la complexité de certaines des questions à résoudre risque de prolonger les négociations. C'est précisément pour ces questions que le Tribunal pourrait jouer le rôle le plus utile.

8. Passant à l'argument de la Libye selon lequel le maintien en fonctions du Tribunal risquerait de gêner la conclusion rapide d'un accord définitif, M. Casardi déclare qu'il est difficile d'admettre que les différends sont plus facilement résolus lorsqu'il n'existe pas d'organe judiciaire. Il souhaite que son attitude ne soit pas interprétée comme signifiant que le Gouvernement italien aurait l'intention de prolonger les négociations en accablant le Tribunal de demandes dilatoires. L'Italie a sans doute encore plus de raisons que la Libye de souhaiter un accord rapide; si la suppression du Tribunal pouvait vraiment permettre d'aboutir plus rapidement à une solution équitable, le Gouvernement italien serait le premier à la demander.

9. Il ne faut pas oublier que les parties ont l'une et l'autre accès au Tribunal. Si le Gouvernement libyen estime, au sujet de telle ou telle question, que sa position est fondée, le Tribunal est l'organe devant lequel il peut le mieux la faire valoir. De plus, comme le Gouvernement italien l'a indiqué, il n'y a aucune raison pour qu'une demande de directives au Tribunal puisse jamais compromettre la bonne volonté mutuelle ou la bonne marche des négociations directes.

10. M. Casardi indique en conclusion que le Tribunal créé en exécution de la résolution 388 A (V) de l'Assemblée générale constitue une garantie pour l'une et l'autre partie et qu'il est la conséquence logique du traité de paix signé par l'Italie. Aucune date n'a jamais été fixée pour la fin du mandat du Tribunal, car il est évident que l'on doit pouvoir faire appel à lui tant que les dispositions de la résolution 388 A (V) n'ont pas été entièrement mises en œuvre ou que les accords nécessaires n'ont pas été conclus. Il est par conséquent inexact de prétendre que le Gouvernement italien demande que le Tribunal soit maintenu en fonctions indéfiniment. Le Gouvernement italien demande seulement que l'esprit de la résolution 388 A (V) soit respecté et que la garantie que constitue le droit de s'adresser à un organe judiciaire soit maintenue jusqu'à ce que cet organe ait accompli la tâche pour laquelle il a été créé ou que les deux parties se soient mises d'accord sur sa suppression. Le Gouvernement italien se rend compte qu'il demande à l'Organisation des Nations Unies de supporter de nouvelles dépenses, mais il espère que certaines suggestions proposées à l'examen de la Commission rendront ces dépenses moins lourdes; en tout état de cause, des considérations d'ordre secondaire ne doivent pas masquer l'objectif essentiel.

11. M. FEKINI (Royaume-Uni de Libye) déclare que son gouvernement, soucieux du devoir qui lui incombe envers l'Organisation des Nations Unies d'assurer le succès de l'existence de la Libye en tant qu'Etat souverain, s'applique à resserrer les liens fraternels qui unissent tous les habitants du pays, et plus particulièrement à favoriser l'amitié entre les Libyens et les résidents italiens, qui constituent la colonie étrangère

la plus nombreuse. Citant les deux communiqués conjoints publiés les 5 et 30 octobre 1955 par la délégation italienne et la délégation libyenne, le représentant de la Libye ajoute que l'annonce d'un accord général de principe et le renvoi à un sous-comité d'experts, pour étude approfondie, des questions en suspens entre les deux pays, présagent un règlement à bref délai.

12. La tournure prise par les négociations que les deux gouvernements mènent en vue de mettre en œuvre les dispositions économiques et financières de la résolution 388 A (V) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1950, justifie pleinement la thèse libyenne, selon laquelle il convient de mettre un terme au mandat du Tribunal des Nations Unies en Libye. Alors que l'Italie, dont le sort a été décidé par le Traité de paix signé en 1947, a eu dans une certaine mesure son mot à dire lors de la rédaction de cette résolution, la Libye, dont l'indépendance ne remonte qu'au 24 décembre 1951, n'a pas été en état de faire connaître ses vues sur la question de la succession ni de définir sa position politique et juridique à l'égard du tribunal créé pour régler tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'application de la résolution.

13. Un an à peine après la proclamation de l'indépendance, le Gouvernement libyen, malgré les difficultés qui assaillent inévitablement un nouvel Etat, a entamé avec le Gouvernement italien des négociations qui, après des mois d'efforts, n'ont eu d'autre résultat que l'adoption d'un projet d'ordre du jour se bornant à reprendre, à peu près dans l'ordre où elles figurent dans la résolution 388 A (V) de l'Assemblée générale, les questions à examiner. Les négociations n'ont véritablement repris qu'environ deux ans plus tard, en juin 1955; le Gouvernement libyen est fermement convaincu que ce retard regrettable a été dû au fait qu'au moment même où la phase initiale des négociations commençait, le Tribunal des Nations Unies examinait une demande du Gouvernement italien relative à la restitution par le Royaume-Uni, Puissance administrante, de 25 établissements précédemment mis sous séquestre comme propriété ennemie. Cette affaire exigeait une interprétation des dispositions de la résolution 388 (V). Le différend, long et compliqué, s'est terminé par deux jugements du Tribunal; le premier, rendu le 3 juillet 1954, était favorable à l'Italie, tandis que le second, en date du 27 juin 1955, était plutôt favorable à la Libye.

14. De l'expérience acquise pendant cette période, le Gouvernement libyen a conclu qu'il était impossible, du point de vue de l'opportunité politique comme du point de vue de la logique de la procédure judiciaire, de mener à bien des négociations aussi longtemps qu'un différend entre les deux parties en cause était en instance devant le Tribunal. Une telle conjoncture nuit à l'esprit amical dans lequel les négociations ont été entamées et à l'atmosphère de compromis et de confiance mutuelle qui devrait régner entre deux pays que leurs liens historiques, leur situation géographique et leurs intérêts communs doivent amener à résoudre rapidement les problèmes en suspens et à organiser une coopération étroite pour l'avenir. C'est parce qu'il est convaincu que des procès entre les deux gouvernements sont nécessairement des causes d'instabilité que le Gouvernement libyen s'efforce à présent d'écarter la tentation de plaider au moment où l'on négocie.

15. D'autre part, l'atmosphère de compréhension sincère, qui avait été troublée par les instances engagées devant le Tribunal, a été restaurée lorsque l'Italie a

accepté une proposition libyenne tendant à élargir le champ des conversations pour y inclure des problèmes connexes d'intérêt commun, méthode nouvelle qui s'est révélée extrêmement efficace.

16. Faisant allusion aux trois questions auxquelles le Gouvernement libyen a déclaré qu'il fallait répondre, au sujet du maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye (A/C.6/L.362), M. Fekini exprime l'espoir que ce qu'il vient de dire donne la réponse à la deuxième question. Les réponses aux deux autres questions figurent au document A/C.6/L.362. Elles peuvent se résumer comme suit: de notables progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 388 A (V) de l'Assemblée, puisque les négociations sont sur le point d'aboutir. De plus, le Président du Tribunal a fait savoir au Secrétaire général, par une lettre en date du 5 juillet 1955 (A/C.6/L.348), que le Tribunal avait rendu son jugement définitif dans l'affaire No 2, relative aux 13 établissements restants (on en comptait 25 à l'origine) et qu'aucune affaire ne se trouvait plus inscrite au rôle du Tribunal. Le Président du Tribunal ayant fait observer que ce dernier n'avait pas été informé des intentions du Gouvernement libyen au sujet des centaines de requêtes qui lui avaient été adressées par des ressortissants libyens se plaignant d'avoir été expropriés par l'ancienne administration italienne, M. Fekini tient à préciser que le Tribunal n'est pas autorisé par son règlement à entendre les particuliers, et que son gouvernement ne se propose pas de le saisir des affaires en question, d'autant que l'on a abouti à un complet accord de principe au cours des négociations récentes et que le Gouvernement libyen étudie les dernières propositions italiennes relatives au règlement de ces affaires.

17. Depuis cinq ans que le Tribunal existe, le Gouvernement italien a eu toute latitude de lui soumettre toutes les affaires qu'il a voulu. Au contraire, le Gouvernement libyen s'est abstenu et s'abstiendra de recourir à un tribunal à la création et à la constitution duquel il n'a pas participé. Cependant, ainsi que le Premier Ministre de Libye le déclare expressément dans la lettre reproduite en annexe II du rapport du Secrétaire général (A/2983), ce gouvernement est prêt à recourir, dans l'éventualité improbable d'un désaccord, à toutes les procédures de règlement pacifique des différends indiquées dans la Charte des Nations Unies, y compris l'arbitrage aux frais des parties.

18. Le Gouvernement libyen considère que l'atmosphère de calme, de confiance mutuelle et de compréhension qui a caractérisé les récentes négociations constitue la seule véritable garantie d'un accord final avec le Gouvernement italien. Fort de l'expérience qu'il a acquise au cours des cinq dernières années, il est fermement convaincu qu'en décidant de maintenir en fonctions le Tribunal des Nations Unies en Libye, l'Assemblée générale compromettrait gravement les négociations à un moment où elles sont près d'aboutir.

19. M. CASARDI (Italie) déclare que sa délégation aimerait étudier de plus près la déclaration du représentant du Gouvernement libyen. Pour l'instant, il désire simplement ajouter que l'esprit amical dont étaient empreintes les observations du représentant de la Libye anime aussi le Gouvernement italien.

20. M. TABIBI (Afghanistan) rappelle que son pays a toujours appuyé tous les efforts entrepris en vue d'assurer l'indépendance et le développement économique de

la Libye, nouvel Etat musulman avec lequel l'Afghanistan entretient des relations très amicales et qui, dans une certaine mesure, doit son existence à l'Organisation des Nations Unies. C'est dans cet esprit que la délégation afghane a voté, aux cinquième et huitième sessions de l'Assemblée générale, en faveur des résolutions concernant respectivement la création et le maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye.

21. La résolution 388 A (V), du 15 décembre 1950, n'a pas fixé un terme au mandat du Tribunal des Nations Unies en Libye. Le paragraphe 2 de l'article X de cette résolution laissait notamment entendre que le Tribunal accomplirait sa mission dans un temps relativement court. En 1950, l'Assemblée générale s'est préoccupée surtout de l'indépendance de la Libye; elle n'a pas étudié de très près la question de la durée du mandat du Tribunal.

22. Dans son dernier rapport (A/2983), le Secrétaire général indique que le Tribunal s'est prononcé sur les deux seules affaires dont il a été saisi et qu'il ne reste aucune affaire en instance. En conséquence et puisque le Gouvernement libyen déclare que le maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies n'est plus nécessaire, la délégation afghane estime que l'Organisation des Nations Unies devrait être dispensée d'assumer la charge financière que lui imposerait le maintien du Tribunal.

23. M. Tabibi félicite le Gouvernement italien et le Gouvernement libyen de l'esprit de conciliation dont ils font preuve pour la solution des questions en suspens. Cette attitude rend désormais inutiles les services du Tribunal des Nations Unies, dont les travaux en Libye ont été des plus utiles.

24. M. CARPIO (Philippines) déclare que c'est en toute liberté d'esprit, et sans aucun préjugé, que sa délégation aborde la question du maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye. C'est pourquoi M. Carpio a suivi avec un très vif intérêt les déclarations des représentants du Gouvernement italien et du Gouvernement libyen, dont la Sixième Commission se doit de tenir compte si elle entend parvenir à une solution satisfaisante.

25. Elle doit toutefois tenir compte d'autres facteurs, et, en particulier, des intérêts supérieurs de l'Organisation des Nations Unies, qui a institué le Tribunal, qui en supporte tous les frais depuis cinq ans, et qui continuera à le faire si le Tribunal est maintenu en fonctions. Il serait très utile que la Commission dispose de renseignements complémentaires sur les points suivants: en premier lieu, quel a été le montant de ces frais au cours des cinq dernières années, et quel serait le montant des dépenses supplémentaires si l'on décidait de maintenir le Tribunal en fonctions? En deuxième lieu, pourquoi les parties intéressées n'ont-elles pas entamé plus tôt leurs négociations, de façon à pouvoir soumettre plus tôt leurs litiges, à supposer qu'il y en eût, au Tribunal, qui les aurait peut-être maintenant déjà réglés? En troisième lieu, dans les deux seules affaires dont le Tribunal ait eu jusqu'à maintenant à connaître et sur lesquelles il se soit prononcé — il y a de cela déjà longtemps — quels étaient les points litigieux, et quelles sont les autres questions qui risquent encore de donner lieu à un différend et d'obliger les parties à recourir au Tribunal?

26. La seule raison valable que l'on ait invoquée pour maintenir le Tribunal en fonctions est la suivante: les négociations en cours entre les parties risquent de faire apparaître un litige dont le Tribunal pourrait avoir à

connaître. M. Carpio estime donc qu'il suffirait, à titre de compromis, de ne maintenir le Tribunal qu'en principe, et de le mettre en sommeil, en permettant à ses membres de retourner dans leur pays. Le Tribunal ne serait rappelé, et ne reprendrait son activité, que si ses services se révélaient nécessaires. De cette façon, l'Organisation des Nations Unies n'aurait plus à maintenir en fonctions indéfiniment, et à si grands frais, un tribunal qui pourrait fort bien n'être plus jamais appelé à intervenir dans aucune affaire.

27. M. Carpio aimerait savoir ce que les représentants du Gouvernement italien et du Gouvernement libyen pensent de cette solution de compromis.

28. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) rappelle que le Tribunal des Nations Unies en Libye est composé de trois juges, assistés de neuf fonctionnaires. Le Tribunal siège toute l'année. Ses dépenses pour l'année 1954 se sont élevées à 97.539 dollars. Pour 1955, un crédit de 104.500 dollars a été ouvert, mais l'on pense que les dépenses ne dépasseront pas, en fait,

93.000 dollars. On a estimé que, si le Tribunal était maintenu en fonctions, les dépenses pour 1956 atteindraient 91.940 dollars; ce chiffre serait ramené à 80.190 dollars en raison de la décision qu'a prise le Tribunal de renoncer à l'arabe et à l'italien et de n'utiliser que les deux langues de travail, c'est-à-dire le français et l'anglais.

29. M. MEHDI (Irak) estime qu'il ressort clairement des documents dont la Commission est saisie que le maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye ne se justifie en aucune façon. Aucune affaire n'est en instance devant le Tribunal et le Gouvernement libyen a demandé sa suppression.

30. En réponse à une question de M. DARDEN (Etats-Unis d'Amérique), M. LIANG (Secrétaire de la Commission) déclare que le Tribunal a été créé en 1951; les dépenses annuelles moyennes auxquelles il a donné lieu entre 1951 et 1954 ont été sensiblement égales au chiffre atteint en 1954, soit 97.539 dollars.

La séance est levée à 12 h. 10.